Finlande: l'école de demain?

En tête des enquêtes PISA et souvent envié, le système éducatif finlandais est pourtant loin d'être exempt de toute critique. À l'avant-garde de l'idéal éducatif mondial prôné par l'OCDE visant à établir un monde d'auto-entrepreneurs et de consommateurs, il privilégie le savoir immédiat et utilitaire greffé au plaisir et au bien-être au détriment d'un enseignement plus exigeant et ambitieux permettant l'accès à la pensée à travers des œuvres scientifiques, artistiques ou littéraires. De leur côté, les universités ont, depuis 2010, acquis une autonomie totale les obligeant à se tourner vers les entreprises privées pour obtenir des fonds, et à s'inspirer du monde des affaires pour transformer leur mode de gestion. Luc Leguérinel analyse les limites et les dangers de ce modèle néolibéral d'école et d'enseignement supérieur.

Depuis plusieurs années, la Finlande est connue et enviée, non sans raison, pour son système éducatif, grâce

notamment aux enquêtes PISA, menées tous les trois ans depuis l'année 2000 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui concerne les élèves, âgés de 15 ans. Forte de ses très bons résultats, elle ne se prive pas de mettre en avant les études PISA pour vanter, voire vendre, son modèle scolaire à travers le monde. Pour ce faire, le gouvernement finlandais parie sur l'éducation comme valeur marchande, en utilisant cette « formidable » vitrine que constitue le classement PISA. Ainsi, il place explicitement l'éducation sur le terrain industriel et commercial en établissant un lien entre l'expertise dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, appliquées à l'éducation et leur capacité à transformer les compétences éducatives en produits, solutions et services exportables, proposant à ses clients des concepts « clé en main », alliant contenus et médias.

À l'éternelle question du secret de la réussite de leur système éducatif, les Finlandais répliquent par l'éternelle réponse du haut niveau de formation de leurs enseignants. Mais beaucoup plus qu'un bon niveau de formation, il faut surtout comprendre à travers ce type de réponse que les enseignants finlandais sont respectés et reconnus, aussi bien par la société que par leur administration et la classe politique dans son ensemble, contrairement aux enseignants français qui attirent très souvent morgue et mépris de la classe dirigeante et plus généralement de la société. De plus, l'ultra médiatisation des études PISA et le classement de la France *in situ* ne peut que nuire à l'image sociale, déjà passablement érodée, du corps enseignant qui, au jour le jour et dans un contexte difficile, tente de faire la classe pour entendre en retour des critiques sur l'inefficacité et l'obsolescence de son enseignement, alors même que le système éducatif français demeure beaucoup plus ambitieux que le modèle finlandais.

«L'école du bonheur»: un rôle à la fois utilitaire et distractif

D'ailleurs, les autorités finlandaises ne cachent pas leur inquiétude face au recul dans les classements PISA, par rapport aux résultats obtenus depuis le début des années 2000. Mais plutôt que de voir si tel ou tel pays a progressé ou régressé dans les classements PISA, il serait peut-être préférable de voir que ces enquêtes « charrient » tout un modèle d'école. Celles-ci privilégient avant tout l'acquisition de connaissances fixées par des programmes scolaires « pragmatiques », en se fondant sur l'idée qu'un élève arrivant en fin de scolarité obligatoire doit disposer de compétences ou aptitudes jugées nécessaires pour mener une vie adulte autonome, plus qu'elles n'évaluent la maîtrise par les élèves des connaissances scolaires. Les élèves ne sont dès lors pas invités à savoir faire une analyse de texte, mais plutôt à lire des diagrammes en arbres, des histogrammes, des publicités, des garanties de réfrigérateur, des bons de commande par correspondance, des horaires d'avion, etc. Il est également important de faire remarquer que des pays comme la Finlande, qui ont une approche pédagogique portant sur la construction d'un socle commun de connaissances supposé atteint en fin de scolarité obligatoire, sont susceptibles d'être mécaniquement avantagés par rapport à d'autres pays comme la France dont l'approche pédagogique est fondée sur la construction par « briques » d'un savoir, dont le terme est fixé à la fin de l'enseignement secondaire (lorsque les élèves atteignent l'âge de 17 ou 18 ans)[1].

Notons enfin que cette « école du bonheur » fait l'objet de toutes les attentions, car elle permet de greffer le savoir immédiat et utilitaire au plaisir et au bien-être. Elle réduit ainsi sa mission à un rôle à la fois utilitaire et distractif, où prévalent l'acquisition d'une somme de compétences et un grand nombre d'animations parascolaires sur un enseignement plus exigeant qui devrait permettre l'accès à la pensée à travers les œuvres, qu'elles soient scientifiques, artistiques ou littéraires. Mais cela à l'avantage de permettre à ce type de modèle d'être à l'avant-garde de l'idéal éducatif mondial, prôné par l'OCDE afin d'établir un monde d'auto-entrepreneurs et de consommateurs dans les sociétés néolibérales du XXI^{e} siècle[2].

Le système modulaire: attrayant au premier abord, mais critiqué

Si les enquêtes PISA permettent d'exporter le modèle d'éducation fondamentale finlandais aux quatre coins du monde, il faut voir qu'elles permettent également au modèle du second cycle du secondaire, avec les lycées modulaires, de surfer sur la vague de cette bonne réputation. En Finlande, c'est à l'entrée au lycée que la sélection académique commence véritablement où uniquement 50 % des élèves sont admis, les autres seront orientés pour 42 % dans un lycée d'enseignement professionnel afin de pallier le manque de main-d'œuvre, enfin 4 % d'entre eux pourront redoubler ou plutôt effectuer une dixième année, vu que le terme de redoublement est proscrit des institutions éducatives finlandaises[3].

Chaque élève peut émettre cinq vœux pour son entrée dans un lycée d'enseignement général, mais son affectation dépend de la moyenne des notes obtenues à l'école fondamentale. Le lycée fonctionne sur un système modulaire qui s'apparente au système de crédits dans les universités françaises. Aussi, l'enseignement ne se fait pas par classe d'âge, mais par module de matière, pour que les lycéens puissent avancer en fonction de leur choix et à leur rythme, jusqu'au baccalauréat dont l'âge moyen d'obtention tend vers dix-neuf ans[4].

Les élèves ont ainsi la possibilité d'organiser eux-mêmes leur emploi du temps, tout en étant suivis par un conseiller d'orientation, censé les guider dans le choix de leurs modules.

Mais, dans la pratique, les élèves manquent souvent de conseils et choisissent des modules qui ne correspondent pas toujours à leurs compétences ni à leurs motivations véritables. De plus, cette orientation leur demande également d'avoir une vision relativement claire sur leur avenir dès l'âge de seize ans, ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes pour beaucoup d'entre eux. Cette très grande liberté dans la gestion du travail recèle aussi, selon les Finlandais eux-mêmes, d'autres problèmes : elle reviendrait ainsi à avantager les filles, de par leur maturité plus précoce par rapport aux garçons, et les catégories sociales aisées où les élèves sont plus suivis par les familles, contrairement aux élèves de familles plus modestes.

Aussi, ce système modulaire, en place dans les lycées finlandais, extrêmement attrayant au premier abord, est également critiqué et remis régulièrement en cause, notamment parce que les apprentissages peuvent ne pas être progressifs en fonction du choix des élèves, alors qu'ils demandent avant tout une régularité, ou encore parce que les élèves peuvent choisir le sport ou la céramique s'ils ne veulent pas trop « se prendre la tête » avec la philosophie...

Les craintes d'un appauvrissement général du niveau des lycéens

Il faut enfin noter que de plus en plus de voix s'élèvent dans le milieu universitaire pour faire part de leur crainte face à un appauvrissement général du niveau des lycéens. Il proviendrait, d'après certains universitaires, à la fois d'une baisse du niveau à atteindre mis en place par le plan national d'enseignement, des connaissances de base oubliées en raison du manque de suivi dans le modulaire, d'une quasi-absence de discipline et d'un sens de l'effort intellectuel trop peu encouragé. Sans parler de l'approche communicative très en vogue aujourd'hui, au détriment des approches analytique et synthétique.

En ce qui concerne l'examen du baccalauréat, quatre épreuves obligatoires sont présentées dans quatre disciplines différentes, laissées aux choix des lycéens sur une dizaine de possibilités. Les lycéens peuvent également prendre toutes les autres matières en option, même si de façon générale, ils n'en prennent pas plus de deux, en sus des quatre épreuves obligatoires.

Si l'obtention du baccalauréat est surtout d'ordre symbolique avec un taux de réussite supérieur à 90 %, il faut voir que la vraie sélection s'opère avec l'examen d'entrée à l'université. Du fait du nombre limité de places et

compte tenu de cette sélection, seuls 26 à 30 % des candidats peuvent y entrer. Cependant, la baisse du niveau des bacheliers, en raison de l'absence de méthode d'apprentissage systématique au lycée, peut entraîner une baisse du nombre d'étudiants dans les disciplines concernées. Pour ceux qui ont raté l'examen d'entrée, il leur reste le choix de l'université ouverte, dont la vocation première est de fournir à tous les bacheliers une possibilité de formation continue, néanmoins il faut reconnaître qu'elle sert très souvent de « prépa ». Il est d'ailleurs reconnu que les élèves ayant échoué à l'examen d'entrée ont nettement plus de chances de réussir lors de la tentative suivante s'ils suivent les cours de l'université ouverte. Par contre celle-ci ne délivre pas de diplômes et, contrairement à l'université, elle est payante[5].

Si l'examen d'entrée est la pierre angulaire du système universitaire finlandais, il n'empêche qu'il fait périodiquement l'objet de critiques, car on l'accuse de dupliquer le baccalauréat et de ralentir l'accès des jeunes à l'université, et par conséquent sur le marché du travail, voire de passer à côté de talents qu'il ne saurait détecter…

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le programme du gouvernement finlandais concernant l'enseignement supérieur a pour objectif de faire disparaître progressivement les examens d'entrée à l'université, privilégiant les résultats obtenus au baccalauréat comme critère de sélection, surtout afin d'accélérer l'arrivée des diplômés sur le marché du travail.

L'université: une gestion inspirée du monde des affaires

Outre cet objectif, le modèle de la réforme universitaire de 2010 a profondément bouleversé le paysage finlandais en accordant aux universités une autonomie totale. Désormais détachées du budget de l'État, les universités ne reçoivent plus de ce dernier que 60 % de leur budget et doivent se tourner vers les entreprises privées pour obtenir des fonds nécessaires, tout particulièrement pour la recherche. En d'autres termes, la gestion des universités est directement inspirée du monde des affaires qui est appelé à se développer en leur sein. La dotation de l'État est répartie sur deux types de critères. D'une part, les critères de formations portent à la fois sur le nombre d'étudiants inscrits et le nombre de diplômés afin d'inciter les universités à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour raccourcir la durée d'études de leurs étudiants, ainsi que sur la qualité de l'enseignement qui est appréciée en fonction de l'employabilité et du niveau international de l'enseignement. D'autre part, les critères de recherche concernent le nombre de publications et les ressources externes, comme la faculté de recueillir des financements privés.

Les universités ont également acquis, avec cette réforme, le rôle d'employeur de tous leurs personnels, ce qui leur a permis du même coup de transformer les contrats des fonctionnaires en contrats de droit privé, et de licencier à l'occasion un certain nombre de professeurs d'université jugés insuffisamment « productifs ». Cela accompagne la tendance engagée depuis l'autonomisation des universités qui consiste à supprimer les postes de professeurs d'université pour les remplacer par des postes de maîtres de conférences. Ces derniers seront évalués non plus sur la qualité de leurs publications, mais sur leurs capacités à obtenir des financements privés, à rejoindre des projets internationaux à gros budgets ou encore à créer des projets financés par l'Académie finlandaise pour faire vivre leur institution. Quant aux projets non lucratifs pour les institutions, ils ne sont tout simplement pas véritablement reconnus[6].

Aussi, comme l'avait noté J. Poulain concernant les universités françaises, nous pouvons voir avec cette réforme des universités finlandaises, que « le dirigisme néolibéral qui préside à cette chasse aux primes et à l'application du benchmarkisme spéculatif aux universitaires condamne d'avance l'autonomie des universités et celle des universitaires à demeurer un vain mot. Mais elle les condamne surtout à la stérilité de la pensée et son destin programmé d'échec ne peut avoir que l'effet inverse de celui qu'on y cherchait : faire fuir tout enseignant hors de cette machine basée sur le concours perpétuel de classification purement quantitative et de valorisation des individus »[7], plutôt que de mettre les valeurs de l'enseignement et de la recherche au

service de la formation de l'être humain.

Il n'est d'ailleurs pas innocent que le programme du nouveau gouvernement finlandais s'appuie sur les résultats des études PISA mesurés par l'OCDE, pour clamer haut et fort la volonté de la Finlande de faire de sa population « la plus compétente du monde d'ici à 2020 ». L'objectif est de faire de ce pays l'antichambre des réformes en cours dans le milieu universitaire, à la fois en renforçant l'offre de formation aux besoins de l'économie nationale, reconnaissant et validant un peu plus les acquis de l'expérience et en augmentant la redéfinition de tous les diplômes en termes de compétences[8]. Ce programme, mû par les meilleures intentions néolibérales, n'a pour but que de garantir aux meilleures institutions universitaires les meilleurs *subprimes* pour valoriser leurs résultats et à les aider à les traduire en bénéfices industriels pour les entreprises. Il est clair qu'il ne peut conduire en définitive qu'à la destruction pure et simple de l'institution universitaire.

Notes de bas de page :

[1] Cf. Marc Romainville, « Du bon usage de PISA », Bruxelles, *La Revue Nouvelle*, n° 3-4, Tome 115, mars-avril 2002.

[2] Cf. Jacques Muglioni, « La fin de l'école », *Revue de l'enseignement philosophique*, 31e année, n°1, 1980.

[3] Les 4 % restants sont constitués des élèves qui se perdent dans la nature, souvent appelés les « perdus de vue ».

[4] Cf. Finnish national board of education, *National Core Curriculum for Upper Secondary Schools*, 2003.

[5] Emmanuel Salmon,, « Fiche Finlande », *Base Curie sur les systèmes d'enseignement supérieur de France diplomatie*, sept. 2010, mise à jour en septembre 2018.

[6] Cf. Fred Dervin, « Finlande : l'autonomisation des universités », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 57, 2011, p. 20-22.

[7] Jacques Poulain, « Notre liberté n'est pas à vendre. Appel aux Etats généraux des universitaires », *L'Humanité*, 24 fév. 2009.

[8] Prime Minister's office, Finland, *Programme of Prime Minister Jyrki Katainen's Government*, Government publications, 3/2011, p. 50.

Pour citer cet article :

Luc Leguérinel, « Finlande : l'école de demain ? », *Silomag*, n° 8, hiver 2018. URL : https://silogora.org/finlande-lecole-de-demain/